



OBSERVATOIRE
politique et
géostratégique
des États-Unis

PATRONS, CLIENTS ET L'ACCORD DE PAIX AU MOYEN-ORIENT

Lincoln Mitchell / Analyste politique, essayiste, conférencier à l'Université Columbia

Octobre 2025



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Lincoln Mitchell / Analyste politique, essayiste, conférencier à l'Université Columbia

Lincoln Mitchell, basé à New York et à San Francisco, est analyste politique et écrivain. Il enseigne à l'Université Columbia et collabore régulièrement avec CNN Opinion, NBC News, le San Francisco Examiner et d'autres médias. Auteur de neuf ouvrages, il a traité de sujets aussi divers que le développement démocratique, la politique urbaine et le baseball.

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE

Dirigé par **Romuald Sciora**, chercheur associé à l'IRIS, l'Observatoire politique et géostratégique des États-Unis vise à offrir un éclairage nouveau sur les évolutions contemporaines des États-Unis, en particulier sur leurs répercussions sur la coopération franco-américaine, l'Union européenne et le reste du monde.

L'Observatoire s'organise autour de plusieurs axes : la publication d'analyses, la copublication d'ouvrages de référence, la production de contenus vidéo, ainsi que l'organisation d'événements (conférences, tables rondes, colloques) en France, aux États-Unis et au Canada.

Parmi ses principaux partenaires académiques figurent **The Academy of Political Science**, fondée par l'Université Columbia de New York, **The Columbia-SIPA Urban and Social Policy Program**, et la **Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'Université du Québec à Montréal**.

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

L'accord visant à mettre fin à la guerre entre Israël et Gaza n'en est encore qu'à ses prémices et pourrait s'effondrer à tout moment. Néanmoins, il a déjà permis des avancées importantes : tous les otages vivants, ainsi que les corps de certains otages décédés, ont été rendus à Israël ; environ 1 900 prisonniers palestiniens ont été libérés des prisons israéliennes ; et plusieurs jours se sont déjà écoulés sans attaque israélienne sur Gaza. Ainsi, s'il reste encore beaucoup de chemin à parcourir, à commencer par l'acheminement de la nourriture et du matériel médical indispensable vers Gaza, l'accord a déjà permis d'accomplir de nombreuses choses.

La question se pose alors de savoir comment l'administration Trump est parvenue à conclure cet accord. Toutefois, réfléchir en ces termes serait trop réducteur, car d'autres acteurs importants ont joué un rôle déterminant. Il est possible d'analyser cet accord sous différents angles, la grille de lecture des relations de type « patron-client » offre un éclairage particulièrement pertinent. Bien que la guerre ait opposé Israël et le Hamas, les deux parties disposaient de soutiens extérieurs puissants.

Depuis longtemps, le plus solide allié d'Israël demeure les États-Unis. Cependant, au fil des décennies, cette alliance a évolué vers une relation qui pourrait s'inscrire dans une logique de type « patron-client ». En dépit des déclarations récentes du Premier ministre Benjamin Netanyahu vantant un Israël « super-Sparta », le pays est devenu de plus en plus dépendant de Washington. Les États-Unis ont assuré un soutien financier et militaire essentiel à la survie d'Israël. Ils ont également joué un rôle diplomatique clé, usant de leur influence internationale pour contenir les critiques des alliés occidentaux, ou encore opposer leur veto à des résolutions de l'ONU, etc.

Au début du conflit, le Hamas bénéficiait de plusieurs soutiens, ou « patrons », notamment dans les régions du Golfe et du Moyen-Orient, en particulier le Qatar mais aussi de la Turquie et de l'Iran. Ce dernier s'était montré particulièrement généreux envers le Hamas, si bien que la guerre déclenchée après les attaques du 7 octobre pouvait, sans être décrite ainsi, s'apparenter à une guerre par procuration entre les États-Unis et l'Iran. Or, depuis le début du conflit, Téhéran a été considérablement affaibli au point de ne plus pouvoir soutenir le Hamas de manière significative, laissant davantage de place aux autres soutiens financiers du Hamas.

Le soutien du Hamas repose sur trois piliers inégaux : ses soutiens financiers, l'opinion publique internationale de gauche et la population de Gaza. Comme évoqué précédemment, le Hamas doit bénéficier d'au moins deux de ces trois appuis pour rester pertinent. Avant le 7 octobre, il s'appuyait surtout sur la population gazaoue et sur ses financements extérieurs, beaucoup moins sur la sympathie internationale. Au cours des deux années suivantes, la situation s'est inversée : le Hamas a fortement gagné en popularité auprès des cercles de

gauche occidentaux qui ont commencé à le voir comme un mouvement de libération nationale. En revanche, sa légitimité à Gaza et l'appui de ses soutiens financiers se sont érodés.

À mesure que l'armée israélienne intensifiait ses bombardements sur Gaza, il est devenu de plus en plus difficile pour le Hamas d'échapper aux critiques, accusé d'avoir joué un rôle important dans les souffrances infligées à la population. Son assise à Gaza s'est donc fragilisée. Dans une certaine mesure, cela peut être compris comme faisant partie de la stratégie à long terme du Hamas, selon laquelle il est plus important de susciter une opposition mondiale à l'existence de l'État d'Israël que de se soucier de la vie des habitants de Gaza.

Ce compromis politique macabre aurait pu fonctionner si le Hamas avait pu conserver ses soutiens financiers, mais son « groupe de patrons » du Golfe, notamment le Qatar, ne partageaient ni la vision ni les priorités de l'Iran. Doha n'avait aucun intérêt à avoir les États-Unis pour ennemi et restait disposé à coopérer et à faire des affaires avec Washington, une attitude que Téhéran n'a plus adoptée depuis près d'un demi-siècle. Ce rapprochement s'est accentué avec le retour à la Maison-Blanche de Donald Trump, dirigeant autoritaire en devenir, auquel les dirigeants qataris pouvaient facilement s'identifier.

Cet automne, il est devenu évident que si le Qatar et les États-Unis souhaitaient mettre un terme à la guerre de Gaza, ou du moins entamer des discussions substantielles sur la paix, ils en auraient la capacité. En d'autres termes, si les « patrons » s'entendaient, les « clients » n'auraient d'autre choix que de suivre. Dès lors que les « patrons » ont souhaité engager des pourparlers de paix, le processus menant à l'accord s'est accéléré. Par ailleurs, les éléments clés de cet accord, à savoir le retour des otages en Israël, un cessez-le-feu durable, la libération des prisonniers détenus par Israël et un plan de reconstruction de Gaza, ont toujours été au cœur de tout accord de paix.

Ce processus s'est finalement avéré bénéfique pour Israël et le gouvernement Netanyahu, puisque les otages vivants ont été libérés et qu'Israël peut légitimement revendiquer la victoire. Il s'agit également d'un accord avantageux pour les escrocs corrompus du mouvement MAGA qui entourent le président Trump, dont certains ont obtenu des contrats lucratifs sous forme d'opportunités commerciales dans le Gaza d'après-guerre. Le Qatar a également sorti son épingle du jeu puisqu'il va désormais entretenir des relations plus étroites avec les États-Unis et bénéficier ainsi d'un puissant protecteur potentiel. Cependant, pour le Hamas, soudainement relativement impuissant malgré sa notoriété accrue sur la scène internationale, c'est précisément l'accord qu'il ne souhaitait pas.

Une fois que le Qatar a estimé que sa relation avec les États-Unis comptait davantage que son soutien au Hamas, les événements se sont précipités pour le Hamas. Son protecteur l'a plus ou moins trahi, son emprise sur Gaza s'est relâchée et il a été contraint de libérer les otages, perdant ainsi le peu d'influence qu'il avait encore sur Israël. On ignore ce que le Hamas fera désormais, ni combien de temps cette paix fragile pourra durer, mais il est important de reconnaître que le Hamas a déjà fait preuve, comme on l'a vu récemment dans les premiers jours qui ont suivi l'accord de paix, de recourir à la violence pour faire évoluer l'agenda politique ou se maintenir au pouvoir.

L'expertise stratégique en toute indépendance



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'événements.